

Femmes et développement en Amérique latine et aux Caraïbes

Andrée Michel

Volume 1, numéro 2, 1988

Femmes et développement - mythes, réalités, changements

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057513ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057513ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

À partir de la situation des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, cet article tente de démystifier le concept de développement et le modèle économique productiviste, particulièrement en ce qui concerne la production agricole et l'industrialisation. L'auteure fait également une critique des statistiques concernant le travail des femmes et les ménages. La conclusion est qu'il faut changer la logique unidimensionnelle de ce modèle de développement et s'appuyer plutôt sur les victimes, au premier rang desquelles figurent les femmes.

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Michel, A. (1988). Femmes et développement en Amérique latine et aux Caraïbes. *Recherches féministes*, 1(2), 19–38. <https://doi.org/10.7202/057513ar>

Femmes et développement en Amérique latine et aux Caraïbes

Andrée Michel

Analyser les relations entre les femmes et le développement, c'est d'abord examiner de façon critique le concept de développement, ensuite rejeter les stéréotypes qui caractérisent le discours sur les femmes dans leurs relations aux processus de développement*. Il n'y a pas d'avancée dans les sciences humaines et sociales sans œuvre de démystification, sans examen critique des postulats de base, des stéréotypes et pseudo-évidences qui envahissent encore trop souvent, non seulement le discours des hommes politiques et du tout-venant mais également le discours des chercheurs en sciences sociales et humaines et en économie.

Démystifier le concept de développement

Le concept de développement a déjà été redéfini dans de nombreux articles et ouvrages de chercheurs en sciences économiques et humaines ainsi que dans le langage des politiciens. C'est ainsi qu'on parle de développement alternatif, endogène, autocentré, entendant par là que le développement d'un pays ne doit plus être réduit à la croissance économique et aux expertises des étrangers, aux pouvoirs des pays dominants, aux pressions des multinationales mais répondre aux besoins des populations et être défini par les pouvoirs locaux, nationaux.

Cependant, cette démystification est encore très partielle car elle laisse encore dans l'ombre d'immenses terrains de recherche que l'on n'ose aborder de crainte de se démarquer trop fortement des postulats en vigueur. C'est ainsi qu'il manque à cette démystification de la notion de développement des analyses portant sur les stratifications et les injustices, en fonction de la région, de l'ethnie, de la classe sociale ou du sexe (le genre).

En procédant à ces analyses, les chercheurs du développement pourraient contribuer efficacement, voire renouveler la problématique et les alternatives du développement. Celui-ci a été conçu jusqu'ici sous une forme unidimensionnelle, le développement unidimensionnel consistant avant tout à jauger les avancées d'un pays selon le critère quasi exclusif de la croissance du produit national brut. Mais plus rarement, on s'est posé les questions suivantes :

* Une première version de cet article a été présentée comme discours inaugural lors de la rencontre annuelle de l'Association canadienne des études latino-américaines et caraïbes (ACEALAC) en octobre 1986 à Montréal.

- *En quoi consiste le développement* ou encore quels sont les critères pour l'évaluer ?
- *Pour qui s'opère le développement* (catégories de la classe sociale et du sexe [le genre]) ?
- Enfin, *par qui se fait ou doit se faire le développement* ?

Dans le *développement unidimensionnel* qui a tenu lieu de conception du développement aux gouvernements, aux agences internationales et aux économistes au cours des trois dernières décennies, on s'est borné, soit à occulter ces questions, soit à y apporter des réponses extrêmement sommaires :

- *le fétichisme du PNB* étant la règle, il suffisait que le PNB augmente pour que l'on pense être sur la bonne voie; autrement dit, la croissance économique de la production tenait lieu de critère suffisant et de problématique;
- la théorie du « trickle down », c'est-à-dire, *le postulat des retombées sociales pour toute la société* d'une augmentation de la production économique évitait de se poser la question du développement social : *qui profite du développement*, quelles classes sociales, quelles ethnies, quel sexe, quelles régions ?
- enfin, *la compétence exclusivement attribuée aux experts* évitait de se poser la question des acteurs sociaux promoteurs du développement. Il était sous-entendu que seuls quelques experts mandatés par leurs gouvernements ou les agences internationales étaient susceptibles de dire ce qu'il convenait de faire pour développer. Toutes ces questions sont intrinsèquement liées entre elles comme l'exemple suivant le prouve. Il est courant en effet d'entendre dire par des experts gouvernementaux ou des agences internationales qu'il n'y a pas de « besoins fondamentaux », les besoins étant, d'après ces personnes, extrêmement variables et malléables en fonction des individus et des époques. Mais, essayez de dire à un paysan sans terre ou à une mère de famille qui ne sait pas quoi mettre dans l'assiette de son enfant (ou plutôt dans l'estomac de celui-ci), qu'il n'y a pas de besoins fondamentaux et que la production de vidéos est aussi importante que celle de vivres ?

Poser les trois questions précédentes (en quoi consiste le développement, pour qui ? par qui ?) renvoie aux catégories de la classe sociale et du sexe (genre) comme facteurs discriminants de première importance car on ne peut éluder le problème des inégalités criantes, pour ne pas dire scandaleuses, entre les classes sociales et entre les sexes¹. Autrement dit, les critères de développement, les agrégats de la science économique ne valent rien s'ils ne sont pas soumis à une critique démystificatrice qui en examine la validité et en rompt l'uniformité pour y introduire la diversité de la classe sociale et du genre. Ainsi, on ne peut pas parler de production sans considérer de quelle production il s'agit et en occultant les productions invisibilisées; on ne peut pas parler de revenus ou de consommations sans démystifier ce concept et y introduire les revenus et consommations invisibles; on ne peut parler de producteurs ou de population active sans considérer ces productrices invisibles que sont avant tout les femmes.

La démystification des retombées sociales de la croissance de la production agricole et industrielle

Le mythe productiviste

La théorie des retombées sociales qui fait partie des dogmes de l'économie libérale (*trickle down theory*) affirme que ce qui est bon pour la croissance de la production agricole, de l'industrie et des services l'est aussi pour l'ensemble de la société, toutes classes sociales et sexes confondus.

Cette thèse est infirmée par les changements qui se sont produits en Amérique latine et aux Caraïbes au cours des trois dernières décennies du développement. On peut montrer en effet que :

- a) la croissance de la production agricole ne garantit par l'accès à la terre à ceux et celles qui en auraient le plus besoin,
- b) la croissance de la production industrielle ne garantit pas l'accès à l'emploi à ceux et celles qui en auraient le plus besoin,
- c) la croissance de toutes les productions en Amérique latine et aux Caraïbes ne garantit pas la satisfaction des besoins fondamentaux pour la majorité des populations de cette région du monde.

La croissance de la production agricole, l'accès à la terre, les classes sociales et les genres

La production agricole peut croître de façon continue sans que pour autant la distribution des terres entre les classes sociales en soit affectée. Or, la terre est encore pour environ plus d'un tiers de la population d'Amérique latine et des Caraïbes un moyen de se nourrir. Et quand la terre est refusée à des millions de petits paysans parcellaires qui ont faim pour devenir un moyen de production de cultures commerciales, dominé par les gros propriétaires ou les multinationales, alors on peut dire que ce modèle de développement est celui d'un mal développement. Et c'est cela que l'on continue à observer en Amérique latine et aux Caraïbes comme dans l'ensemble du monde.

En Amérique latine et aux Caraïbes, la FAO estime que, en 1973, 70% de la population rurale ne possédait que 2,5% des terres agricoles². Le tableau suivant révèle comment cette situation frappe les petits planteurs dans toutes les Caraïbes. Ainsi tandis que moins de 1% de la population de la Jamaïque et de Trinidad accapare 45% des terres arables, 70% de la population ne possède que 15% des terres. En République dominicaine, moins de 1% de la population possède 40% des terres³ :

<i>Pays des Caraïbes</i>	<i>Pourcentage de la population</i>	<i>Part des terres arables possédées</i>
Jamaïque, Trinidad	70% de la population moins de 1% de la population	15% des terres 45% des terres
Guadeloupe	80% de la population 15% (planteurs) de la population	33% des terres 65% des terres

<i>Pays des Caraïbes</i>	<i>Pourcentage de la population</i>	<i>Part des terres arables possédées</i>
Martinique	plus de 80% de la population 21% (planteurs) de la population	20% des terres 80% des terres
Haïti	70% de la population	10% des terres
République dominicaine	99% de la population moins de 1% de la population	60% des terres 40% des terres

Cette aggravation des polarisations sociales à la campagne est le résultat de l'intégration des économies traditionnelles paysannes dans le marché mondial, d'un mode de développement dominé par le Nord qui a favorisé les cultures commerciales aux dépens des cultures vivrières, la mécanisation et la révolution verte qui ont enrichi, grâce à la politique des États latino-américains (prêts, politique des prix, réformes agraires, avantages aux multinationales, etc.), les gros et moyens propriétaires aux dépens des petits⁴.

La croissance de la production agricole, l'accès à la terre et la charge de travail des femmes rurales.

Même si le PNB augmente avec le développement des cultures commerciales, ces changements sont négatifs pour les femmes appartenant aux couches défavorisées de la population rurale. Alors que dans les sociétés traditionnelles, la propriété de la terre avait une valeur d'usage et que les femmes y avaient accès tout autant que les hommes pour y cultiver des produits vivriers, avec la colonisation et la modernisation, les femmes deviennent la plus grande classe de sans terre, selon l'ONU, puisqu'elles ne possèdent qu'un pour cent des terres dans le monde bien que constituant plus de 50% de la population mondiale⁵. En revanche leur charge de travail devient de plus en plus accablante puisque d'après les recherches latino-américaines, elles effectuent en moyenne 10 à 12 heures de travail par jour⁶.

La croissance de la production agricole et l'emploi rural

La croissance de la production agricole sous l'égide des multinationales, si elle a décuplé la charge de travail des femmes, n'a pas pour autant créé des emplois suffisants pour les hommes et les femmes. Au contraire, une étude du Bureau international du travail (BIT) révèle que l'emploi agricole en Amérique latine entre 1960 et 1970 n'a augmenté que de 1% par an et n'a absorbé que 17% de l'accroissement de la population rurale. Par la suite, 4,5 millions de ruraux sont venus en ville à la recherche d'un emploi au cours de la même décennie, dont 2,8 millions de femmes rurales⁷.

Une étude plus récente datant de 1977 constatait qu'à cette époque, les deux tiers des nouveaux migrants vers les États-Unis en provenance d'Amérique latine et des Caraïbes étaient des femmes⁸.

L'accès à la terre pour les femmes, la réforme agraire et les coopératives

Quelques réformes agraires en Amérique latine ont reconnu le droit des femmes à l'usufruit et à la propriété de la terre, ou le droit d'obtenir des crédits.

Dans certains pays, il existe même des projets spécifiques d'investissements destinés à élever le niveau de vie des femmes rurales. Mais les effets de ces mesures n'ont pas atteint la plupart des femmes les plus défavorisées des zones rurales par suite de l'insuffisance de la diffusion de ces programmes et de la formation effective des femmes, des difficultés pour elles d'assister aux cours et de leur éviction du choix et de la mise en œuvre de ces projets. Quand des coopératives sont créées, ou bien elles ignorent les femmes, ou bien elles ne leur font qu'une place marginale, soit comme productrices, soit comme membres associées. D'après Lourdes Arizpe, « même quand il est certain que la réforme agraire améliore les conditions de vie des paysans, dans tous les cas, elle bénéficie plus aux hommes qu'aux femmes »⁹.

Au Mexique, ce n'est qu'en 1975 que la loi a été modifiée pour permettre aux femmes chefs de famille de devenir titulaires de fonds communautaires. La marginalisation des femmes a eu lieu même quand elles ont participé activement aux mouvements qui ont été à l'origine de la répartition des terres. Ainsi, une étude sur la réforme agraire au Pérou révèle que la mobilisation paysanne à laquelle les femmes participèrent activement provoqua la création de coopératives en 1972 (province de Calca) et en 1973 (communauté de Chacau). Dans les deux cas, malgré la participation des femmes à la formation et à la consolidation des coopératives, elles furent peu à peu reléguées dans les tâches subalternes; aussi elles pensent qu'elles ont été frustrées de la part qu'elles méritaient pour leur action durant la lutte¹⁰.

La thèse d'Ester Boserup sur l'impact négatif du « développement » sur les femmes paysannes les plus pauvres se trouve confirmée pour les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes, quinze ans après la parution de son ouvrage¹¹. Si le développement des cultures commerciales et de l'agro-alimentaire n'a pas bénéficié aux femmes les plus pauvres, en revanche, les femmes appartenant aux couches de moyens et gros propriétaires ont vu leurs ressources et leur situation sociale s'améliorer¹².

La démythification de l'industrialisation sous contrôle des multinationales comme créatrice d'emplois pour les populations

La nouvelle division internationale du travail a consisté pour les pays du centre (ceux qui ont le pouvoir économique et politique dans l'arène internationale) à déplacer un certain nombre de productions dans les pays de la périphérie (ou pays dépendants) en vue de maximiser le profit. Les agents économiques de ce déplacement sont avant tout les multinationales, aidées par les prêts des banques commerciales et les mesures incitatives des gouvernements nationaux dont la création de zones franches est l'illustration la plus connue.

La propagande des multinationales vise à faire croire que cette nouvelle division du travail a créé des emplois. En fait, les créations d'emplois dues à cette nouvelle division du travail sont en priorité pour les pays du centre. Ainsi en 1970, on estimait que sur 13 à 14 millions d'emplois offerts par les entreprises multinationales (EMN) dans le monde, deux millions seulement concernaient les pays de la périphérie¹³. Depuis, on peut penser que ce nombre a augmenté mais encore faut-il savoir que ces créations d'emplois sont le plus souvent obtenues par achat des entreprises locales par les multinationales. La raison de cette faible

création d'emplois nouveaux par les EMN se trouve dans le type de développement imposé aux pays de la périphérie par les pays du centre. Il s'agit, le plus souvent, d'entreprises extrêmement mécanisées, voire robotisées, à forte intensité de capital et à faible utilisation de main-d'œuvre (*labor saving, intensive capital*)¹⁴. La Banque mondiale donne l'exemple d'une fabrique de chaussures en matière plastique ayant coûté 100 000 \$ et implantée en Afrique de l'Ouest qui fonctionne avec 40 ouvriers et employés mais qui a fait perdre leur emploi à 5 000 artisans, savetiers locaux et à leurs fournisseurs¹⁵. Il n'y a exception que pour les industries manufacturières des zones franches qui emploient 80% de femmes.

Malgré cela, le problème de l'emploi non agricole des femmes, dans ou à l'extérieur des zones franches, n'est pas réglé, comme l'illustre le cas de l'Amérique latine. L'Amérique latine et les Caraïbes sont, selon deux auteurs français, « la plus grande zone industrialisée » des pays de la périphérie¹⁶ et aussi la plus anciennement industrialisée puisque déjà en 1960, la part de l'industrie dans le PNB atteignait 21% dans ce continent contre 12% en Asie et 9% en Afrique¹⁷. Les créations d'emplois n'ont pas suivi, pas plus pour les femmes que pour les hommes. Ainsi en 1980, les statistiques révélaient que seulement 25% des femmes d'Amérique latine de 15 à 65 ans avaient une activité déclarée¹⁸. De plus, cette activité s'exerce dans le secteur non protégé du marché du travail. En effet, dès 1970, le Bureau international du travail et le PREALC révélaient que, en Amérique latine, tandis que 50% des hommes travaillaient dans le secteur formel, cette proportion n'était que 12% pour les femmes, soit cinq fois moins¹⁹.

Depuis, on sait que les formes précaires de travail se sont multipliées pour les femmes, aussi bien pour les ouvrières travaillant dans les filiales des multinationales situées dans les zones franches où l'accès à l'emploi est limité aux classes d'âge les plus jeunes, que pour les travailleuses à domicile, les vendeuses dans la rue (les Maria des rues de Mexico, étudiées par Lourdes Arizpe), le travail au noir, le travail domestique, etc. Dans les zones franches, les salaires minima ne sont pas respectés, les droits sociaux sont ignorés et les conditions de travail désastreuses²⁰.

Une recherche récente de l'Institut du développement de l'Université de Sussex montre que la croissance de l'industrialisation dans les pays de la périphérie s'est accompagnée de la segmentation très poussée du marché du travail au sein de laquelle un petit nombre de travailleurs (masculins surtout) travaillent pour des salaires élevés et des bénéfices sociaux et constituent une aristocratie du travail (*labour aristocracy*), tandis que l'ensemble des femmes est relégué dans le travail informel dont les caractéristiques dominantes dans tous les secteurs sont les suivantes :

- travail précaire ou temporaire,
- absence de contrat de travail, de régulations sociales émanant de l'entreprise ou du gouvernement,
- travail prenant place dans des petites entreprises ou peu capitalisées, ou reposant sur le travail à domicile²¹.

Enfin, les recherches révèlent que le travail informel des femmes, effectué à la maison, se prête plus que le travail formel à l'accaparement par les maris des ressources qu'il engendre²².

La croissance économique et les besoins fondamentaux des femmes

La satisfaction des besoins fondamentaux des populations les plus démunies n'a rien à voir avec la croissance économique mesurée par l'augmentation du PNB, *i.e.* des productions marchandes. La situation des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes au regard de l'habitat, de la nutrition, de la santé et de l'éducation en est une illustration éclatante. D'une façon générale, la Food and Agricultural Organization (FAO) estime que, malgré la croissance du PNB de 3% par an environ pour l'ensemble de ces régions, la pauvreté absolue (c'est-à-dire la non satisfaction des besoins essentiels) touche plus de 40% de la totalité des ménages d'Amérique latine et des Caraïbes²³.

Le besoin fondamental d'un habitat décent

C'est parce que la division sexuelle du travail réserve encore aux femmes latino-américaines les fonctions d'éducation et les fonctions domestiques à l'intérieur du ménage que l'absence de conditions minima d'hygiène et de sécurité dans l'habitat pénalise d'abord les femmes.

Les statistiques les plus récentes révèlent en effet la carence totale des équipements dans les bidonvilles et dans les campagnes d'Amérique latine, une carence qui pèse lourdement sur la peine et la santé des femmes. Ainsi, en 1980, ne disposaient pas de l'eau potable : 84% des paysannes au Guatemala, 87% en Équateur, 83% au Pérou et 66% au Salvador²⁴. Ne disposaient pas du tout-à-l'égoût, 82% des paysannes au Guatemala, 89% en Équateur, 98% au Pérou et 74% au Salvador²⁵. En 1970, l'électricité à domicile n'existait que pour 28% des ménages du Guatemala, du Salvador, du Honduras et du Nicaragua.

La nutrition

Le produit national brut est censé inclure toutes les productions de biens (alimentaires, industriels) et de services (santé, éducation, etc.). Mais, de même que ces productions de biens et de services ne sont pas distribuées de façon équitable en fonction de la classe sociale, elles ne le sont pas en fonction du sexe (du genre).

Il en est ainsi de la nutrition, de la santé, de l'éducation. Toutes les statistiques — nationales ou locales — révèlent que, quelle que soit l'évolution de la production alimentaire dans un pays de la périphérie, les hommes souffrent moins souvent de dénutrition que les femmes et ont un niveau de santé meilleur. Ainsi l'étude de l'OMS sur la nutrition des hommes et des femmes dans l'état de Tlaxcala au Mexique révéla que, pour chaque élément diététique examiné, la part des hommes surpasse celle des femmes. En Bolivie, le pourcentage d'enfants pesant au-dessous de leur poids par rapport à leur âge est plus élevé pour les filles que pour les garçons. On trouve les mêmes résultats à la Jamaïque²⁶.

Cela signifie que, dès l'enfance, on habitue les petites filles à considérer qu'elles n'ont pas droit à une consommation alimentaire égale à celle des garçons, inculcation qui se traduira plus tard par la consommation alimentaire des épouses inférieure à celle des maris²⁷.

La santé

Les recherches ont révélé que la consommation de soins de santé, certes insuffisante pour les deux sexes, est encore plus inaccessible pour les femmes que pour les hommes. C'est ce que reconnaît l'Organisation mondiale de la santé : « Les planificateurs de la santé omettent souvent de tenir compte du caractère particulier des besoins des femmes dans ce domaine : c'est ce qui explique que, par rapport aux hommes, elles sont plus nombreuses à manquer de soins de santé »²⁸. On peut donner quelques aperçus de cette carence des soins qui discrimine certes toutes les populations pauvres d'Amérique latine mais en priorité les femmes.

Ainsi, l'aspiration très répandue des femmes latino-américaines les plus pauvres à diminuer le nombre de leurs enfants ne peut se réaliser faute d'équipements suffisants. Malgré quelques efforts entrepris récemment par les gouvernements, les femmes ne trouvent pas assez de services compétents pour les informer des méthodes de contraception; elles n'ont pas assez d'argent pour se procurer les moyens contraceptifs quand elles sont informées ou elles ne sont pas assez alphabétisées pour en user à bon escient. Aussi pratiquent-elles l'avortement clandestin en grand nombre (800 000 par an au Mexique, 280 000 en Colombie), et, faute de centres de santé suffisants, ces avortements illégaux pratiqués par des matrones s'accompagnent de taux très élevés de mortalité maternelle. En 1976, un démographe constatait que, parmi les 20 pays du monde ayant les taux les plus élevés de mortalité maternelle, 14 étaient localisés en Amérique latine. On estime aussi que 30 à 50% de cette mortalité est due à des avortements illégaux²⁹. En Colombie, la mortalité maternelle entraînée par ces avortements illégaux est qualifiée de « tragédie nationale » par un démographe³⁰.

L'éducation

En 1982-83, on recensait 24% d'analphabètes parmi les hommes en Amérique latine et 30% de femmes, ce qui révèle que garçons et filles n'accèdent pas dans la même mesure à la scolarisation primaire³¹. Mais les différences se creusent encore plus dans le secondaire et l'enseignement supérieur. Cependant, en Amérique latine, les différences entre villes et campagnes sont encore plus grandes puisqu'en 1980, il y avait 14,5% de femmes analphabètes à la ville contre 41% dans les campagnes³². Isabelle Deblé révèle aussi que les orientations et formations professionnelles sont très différentes pour les garçons et pour les filles, pour les hommes et pour les femmes. Ainsi, les femmes d'Amérique latine ne fournissent que 7,5% de l'ensemble des étudiants formés pour une qualification agricole malgré de fortes variations d'un pays à l'autre (16% en Argentine, 10% à Cuba, 5% au Venezuela et 0,1% en Équateur)³³. Enfin, Haïti et le Guatemala tranchent sur tous les autres pays d'Amérique latine par le taux très bas de filles scolarisées. Ces taux sont respectivement de 34% et 45% entre 6 et 11 ans et de 16% et 25% entre 12 et 17 ans³⁴.

L'emploi

Dans la mesure où l'économie d'autosubsistance disparaît peu à peu par suite de l'intégration croissante des économies d'Amérique latine et des Caraïbes

dans le marché mondial, il est nécessaire de disposer d'un revenu monétaire pour assurer sa survie et celle des siens. Avoir un emploi rémunéré devient donc un besoin fondamental pour des millions de Latino-Américains.

Or les recherches révèlent que le développement de l'économie de cette région du monde sous l'égide des multinationales n'a pas permis de répondre à ce besoin fondamental pour les femmes et pour les catégories sociales les plus défavorisées (catégories à bas niveau de revenu et à faible instruction)³⁵.

Démystification des statistiques de population active

Les bas taux d'activité des femmes latino-américaines et des Caraïbes âgées de 15 à 64 ans dans les statistiques de population active (une femme sur quatre dans cette tranche d'âge est « active » contre 50% en Amérique du Nord, 43% en Europe de l'Ouest, 53% en Extrême-Orient, 36% en Asie du Sud et 42% en Afrique³⁶) ne signifient pas pour autant que les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes ne travaillent pas mais qu'elles travaillent sans être payées ou que les tâches effectuées (aides familiales, travail au noir, travail domestique, travail artisanal, productions vivrières ou petit commerce) donnent lieu à des rémunérations minimales.

Comme le remarque très bien Magdalena Leon de Leal, dans le cadre de la domination de l'économie monétaire, le concept de travail (*work*) en est venu tout logiquement à se limiter au concept de travail rémunéré par un salaire ou par un revenu³⁷ et à ignorer toutes les autres formes d'activités. Aussi, les statistiques ne comptabilisent, le plus souvent, que le travail payé. Il existe toutefois des exceptions qui montrent au moins en partie que les statistiques officielles ne reflètent pas souvent la réalité sociologique quant au travail des femmes. Ainsi, la FAO qui, dans l'agriculture, recense à la fois le travail payé et non payé, recense sept fois plus de femmes actives dans la population active agricole totale d'Amérique latine et des Caraïbes que le Bureau international du travail qui s'en tenait, jusqu'ici, au travail payé : 19% au lieu de 2,6%³⁸.

Les taux varient également en fonction de la région : selon la FAO, les femmes constituent 54% de la totalité des personnes travaillant dans l'agriculture, dans les Caraïbes, tandis que le BIT n'en recense que 32%. En Amérique tempérée (Uruguay, Chili, Argentine), les pourcentages respectifs sont de 19% et de 5,6%³⁹. Les statistiques de la FAO pour les Caraïbes permettent ainsi de parler de « féminisation » de l'agriculture alors que traditionnellement on considérait que l'agriculture était dominée par les hommes dans cette région du monde (thèse d'Esther Boserup en 1970).

On aboutit à des résultats de participation des femmes à la population active encore plus élevés quand, au lieu d'interroger les femmes elles-mêmes et leurs maris sur les activités des premières, on pratique l'observation participante. On constate alors que les unes et les autres sont encore victimes de stéréotypes démodés, inculqués par le dogme de la monétarisation, puisqu'hommes et femmes sont amenés à donner un pourcentage de femmes actives inférieur au pourcentage que l'on peut observer *de visu*, en vivant avec ces familles. Ainsi, une recherche dans les fermes de Cajamarca au Pérou a révélé que, tandis que ces ménages disaient que seulement 49% des épouses travaillaient, en réalité, ce pourcentage était de 82%⁴⁰.

Ces statistiques indiquent qu'au niveau de la science économique et dans la perception des membres du ménage, la participation des femmes à la production est le plus souvent occultée. Non seulement entrent en jeu dans cette occultation, la réduction du concept de travail au travail payé dont on a parlé précédemment, mais également l'imposition aux ménages des pays de la périphérie du modèle occidental bourgeois de la famille, basé sur une stricte division du travail où le mari est le gagne-pain officiel tandis que la femme reste au foyer. En vertu de ce modèle, la femme est censée ne pas travailler, même si chaque jour elle effectue plus d'heures de travail non payé que son mari.

L'invisibilité du travail des femmes dans les statistiques fait donc partie d'un système de stratification sexuelle qui s'ajoute — sans le recouper — au système de stratification entre les classes sociales. Dans le premier système, les femmes sont dominées et exploitées par les hommes.

L'invisibilité — qui aboutit à la surexploitation du travail des femmes — se fait à tous les niveaux où les femmes travaillent, dans l'entreprise comme dans le ménage. Elle se fait aussi quel que soit le statut des femmes au travail : salariées, épouses de petits fermiers ou encore ménagères censées être au foyer. Cette invisibilité reçoit une apparence de légitimité scientifique puisque le discours économique valide cette occultation. Cependant, un premier pas a été franchi dans la démythification quand l'ONU a déclaré en 1980 que, dans le monde, 66% de la totalité des heures de travail, payé et non payé, étaient effectuées par les femmes et qu'elles ne percevaient que 10% de la totalité des revenus⁴¹.

Si les femmes sont la plus grande classe de sans terre, elles sont aussi la plus grande classe sociale exploitée dans son temps de travail. L'étude des budgets-temps des femmes latino-américaines et des Caraïbes et de leurs revenus révèle cette situation.

La démythification de la non-participation des femmes au développement et au revenu du ménage

L'invisibilité du travail non marchand des femmes dans la science économique entraîne nécessairement l'invisibilité de leur participation au revenu national et au revenu du ménage, puisque, sauf exceptions très rares, les productions non marchandes ne sont comptabilisées ni dans le PNB ni dans le revenu du ménage. Il s'ensuit que développeurs, planificateurs, gouvernements et experts continuent délibérément à éliminer les femmes des plans et projets de développement, de la création et du fonctionnement des coopératives, de l'accès aux techniques, semences, engrais, crédits, formations professionnelles, etc., qui leur auraient permis d'élever leur productivité dans la production, que celle-ci donne lieu ou non à un revenu monétaire.

Cette invisibilité de la participation des femmes au développement et au revenu du ménage résulte d'une science économique qui repose ici encore sur des postulats qui sont admis comme des dogmes au lieu de faire l'objet d'une interrogation.

1^{er} postulat

La production de valeurs d'usage (ou de valeurs non marchandes) n'a aucune relation avec la production de valeurs d'échange (ou de valeurs marchandes).

2^e postulat

La division sexuelle du travail traditionnelle au sein du couple (aux femmes, la production non marchande, aux hommes, la production marchande); les femmes sont censées ne participer ni au développement ni au revenu du ménage.

Or, ces deux postulats, même s'ils triomphent encore dans la science économique officielle qui est basée sur le culte de la marchandise, sont de plus en plus contestés, aussi bien par les économistes du Tiers-Monde, que par les féministes qui voient, dans cette science officielle, un instrument d'oppression, visant à masquer, aussi bien l'exploitation du travail domestique des femmes dans la famille, que celles des paysans et des ouvriers du Tiers-Monde.

Ainsi, Christine Delphy introduit en 1970 la distinction entre un « mode de production qui donne lieu à l'exploitation capitaliste » au sein de l'entreprise et « un mode de production qui donne lieu à l'exploitation familiale ou plus exactement patriarcale »⁴², étant entendu que la première se produit dans le secteur de la production marchande où travaillent hommes et femmes, la seconde au sein du ménage où la femme fournit une production domestique gratuite au profit du mari.

André Gunder Frank parle « d'un mode de production précapitaliste » et n'hésite pas à écrire que la production de valeurs d'usage par les femmes dans les pays industrialisés a bénéficié au développement du capitalisme : « Si le capital n'avait pas eu leur apport sous forme de force de travail non payée et d'armée de réserve de main-d'œuvre à exploiter le cas échéant, l'accumulation capitaliste aurait été moins aisée, sinon impossible »⁴³. Mais ce qui est vrai de la production de valeurs d'usage pour les femmes des pays du centre l'est encore plus dans les pays de la périphérie.

Ainsi Samir Amin reconnaît que les rapports de classe, en particulier entre pays du centre et pays de la périphérie, doivent être envisagés en termes, non seulement de rapports de production, mais aussi en termes de domination des modes capitalistes de production sur les modes non capitalistes de production. Samir Amin constate, en effet, que l'extorsion de la plus-value a une application limitée au mode de production capitaliste mais ne rend pas compte de la totalité des rapports d'exploitation.

En effet, à côté de l'extorsion de plus-value en termes monétaires, il existe une extorsion de temps de travail non payé parce qu'invisibilisé et incorporé étroitement au travail marchand. C'est par le mécanisme des salaires payés aux ouvriers des grandes plantations ou des revenus payés aux petits paysans par la bourgeoisie *compradore* que se fait cette seconde exploitation⁴⁴.

Ainsi, quand les salaires payés aux ouvriers des pays de la périphérie sont inférieurs de 20 à 30% au coût de la valeur de la reproduction de leur force de travail, ceci est possible parce que, écrit Samir Amin, « en même temps que chacun de ses ouvriers, le capital exploite simultanément dix paysans qui fournissent le surplus agricole nécessaire à la reproduction de la force de travail

de cet ouvrier »⁴⁵. Mais, ce que ne dit pas Samir Amin, c'est que ces 10 paysans sont le plus souvent 10 paysannes : femmes, épouses, mères, filles, etc. qui produisent un ensemble de services gratuits et de productions vivrières consommés par les maris et les fils qui travaillent dans les grandes plantations, ce qui leur permet de vendre leur force de travail au plus bas prix. On ne peut donc pas soutenir que la production non capitaliste des femmes du Tiers-Monde n'alimente ni le capitalisme ni le revenu du ménage.

La contribution des femmes latino-américaines au revenu familial, grâce à leurs productions invisibles, ressort de nombreuses recherches :

- dans la région de Sao Paulo, le « colon » marié qui vit sur le domaine du latifundiaire et qui a le droit d'y cultiver une parcelle de terre reçoit 40 cruzeiros par jour pour son travail sur le grand domaine tandis que l'ouvrier agricole qui ne dispose pas d'une parcelle en reçoit trois fois plus (soit 120 cruzeiros) pour la même production⁴⁶.

Ceci signifie que la femme du petit paysan (« colon ») qui vit sur le grand domaine produit une bonne part de l'équivalent de la différence de ces deux salaires en productions vivrières et en services nécessaires à la survie de la famille, soit un temps de travail beaucoup plus long que le temps de travail payé à son mari sur la plantation :

- dans la région de Guaranesia (Brésil) où « les colons » sont payés comme salariés agricoles dans les grandes plantations de café, on observe que les revenus payés au mari ne couvrent que 30% des ressources nécessaires à la couverture des frais du ménage, le complément (soit 70%) étant trouvé dans les cultures vivrières essentiellement assumées par les femmes, même lorsqu'elles travaillent avec le mari dans les plantations de café⁴⁷;
- en Guadeloupe et en Martinique, on note que : « si les femmes paysannes donnent la vie, elles assurent aussi la survie » en produisant les trois quarts de la production nécessaire à la subsistance du groupe familial dont le père est très souvent absent. Elles revendent les excédents dans de petites boutiques dont elles assurent elles-mêmes l'ouverture, ce qui n'est pas sans alourdir considérablement leur budget-temps⁴⁸;
- dans les Caraïbes, une recherche effectuée sur l'ensemble des tâches réalisées par les femmes révèle qu'elles sont « responsables à la fois de l'entretien de la maison, des enfants, d'elles-mêmes et bien souvent du mari »⁴⁹.

Ainsi, le « travail » invisibilisé des femmes paysannes fournit des services et des biens qui servent à reproduire gratuitement une partie de la force de travail des hommes que ceux-ci vendent à bas prix à la grande exploitation capitaliste.

Faute d'emploi salarié, les femmes latino-américaines et des Caraïbes, une fois en ville, sont amenées à créer elles-mêmes leur revenu en créant leur emploi dans le secteur informel (ventes de plats cuisinés, couture à domicile, blanchissage, garde des enfants au profit des voisines, etc.) car cette situation leur paraît moins mauvaise que celle des paysannes surchargées de travail non payé aux horaires démesurés. Elisabeth Jelin révèle la créativité des femmes très

pauvres de Bahia pour se créer un emploi et subvenir ainsi aux besoins de la famille⁵⁰.

L'ignorance du rôle des femmes dans la survie de la famille résulte de ce que la survie et le bien-être des familles ne sont pas pris en compte dans l'évaluation du développement par les planificateurs, les économistes, les experts et les gouvernements. En d'autres termes, on ignore tout ce qui peut gêner la logique du profit des multinationales et des classes dominantes. L'illustration la plus dramatique de cette situation, rapportée dans la thèse de Mireille Neptune Anglade⁵¹ concerne l'abattage délibéré des 2 millions de porcs des petites fermes d'Haïti, porcs qui étaient élevés par les femmes avec les déchets de la ferme, soit pour l'autoconsommation familiale, soit pour se procurer un peu d'argent frais que les femmes consacraient aux besoins de la famille.

Bien qu'aucune enquête sérieuse n'ait été effectuée au préalable, les pouvoirs publics cédèrent à la panique des éleveurs mexicains et américains concernant la fièvre porcine et procédèrent à cet abattage. Mais, comme le signale une recherche récente, ce sont en réalité les intérêts des classes dominantes d'Amérique du Nord et des multinationales qui sont en jeu dans cette opération de remplacement du porc familial par un élevage industriel :

Les enjeux du repeuplement porcin dépassent le seul cadre d'Haïti. L'attrait commercial des éleveurs canadiens et américains pour un marché de reproducteurs, l'enjeu commercial pour les puissants producteurs de soja que représente l'alimentation d'un troupeau sélectionné et d'une production de 600 000 porcs par an, sont autant d'intérêts qui poussent à substituer à la voie paysanne, un élevage industriel⁵².

Compte tenu de l'importance du porc dans l'économie domestique dirigée par les femmes, le comité français des droits de l'homme a posé la question suivante : « qui veut-on supprimer, le porc ou les paysans ? » Une paysanne traînant sa bête à l'abattage résume ainsi la situation ressentie par la population des fermes : « Après ça, ils n'auront plus qu'à nous tuer nous aussi. »⁵³ Telle est la logique du développement unidimensionnel qui ne prend jamais en compte le bien-être des familles pauvres assuré avant tout par le travail et les revenus marchands et non marchands des femmes.

La démythification du ménage limité à la famille nucléaire et postulé comme unité de perspective entre les conjoints et unité de consommation

L'invisibilité du travail des femmes et de leurs productions non marchandes dans la science économique comme dans la perception sociale globale repose sur une conception erronée du ménage, identifié à une famille conjugale de type occidental, composée d'un mari et d'une épouse et réalisant une unité de perspective et de consommation. Or, les recherches dans les Caraïbes et en Amérique latine permettent de rejeter ces stéréotypes.

Une conception européocentriste de la famille

Dans les Caraïbes et en Amérique latine, ce modèle occidental de la famille ne correspond pas à la multiplicité des types de ménages qui existent dans les

différentes classes sociales, en particulier dans les classes de paysans pauvres, d'ouvriers et de chômeurs des bidonvilles. On se limitera ici aux familles monoparentales constituées autour de noyaux matrifocaux.

Joycelin Massiah estime que dans les Caraïbes, comme dans l'ensemble du monde, un ménage sur trois est dirigé par une femme, proportion qui subit des variations selon la région⁵⁴. Ainsi, ce pourcentage est de 47% à Saint-Kitts et de 22% à Guyana. Sur les 14 territoires recensés, 8 signalent que le pourcentage de femmes chefs de ménage dépasse 40% tandis que 3 indiquent un pourcentage de 25% ou moins. Selon la définition du recensement, le titre de chef de ménage indique que le ménage dépend de la personne qui est reconnue comme ayant le leadership dans les affaires de la famille, y compris dans les affaires économiques.

On a peu d'indications sur le travail effectué par les femmes chefs de ménage mais on sait que, dans les Caraïbes de langue anglaise, 50% environ d'entre elles ont une activité déclarée⁵⁵; les autres trouvent leurs ressources, soit dans le travail informel, soit en organisant la division du travail payé et non payé entre les membres de la famille étendue⁵⁶. En revanche, on sait que les ressources déclarées de ces chefs de ménage sont toujours inférieures à celles des hommes chefs de ménage⁵⁷. Les discriminations économiques qui frappent les femmes sont justifiées dans le discours officiel par la fonction du mari gagnepain mais elles s'appliquent en fait indifféremment à toutes les femmes, quel que soit leur statut matrimonial, leur classe d'âge, leur classe sociale ou leur niveau de qualification. Elles sont entérinées par les développeurs qui ne s'adressent qu'aux maris et ignorent les femmes si ce n'est qu'en tant que « dépendantes » d'un mari qui souvent n'existe pas ou ne prend pas en compte les besoins de la famille, laissant cette charge à son épouse.

Le postulat de l'unité de vue entre les deux membres du couple sur la procréation

La démographie est étroitement associée à l'économie. Aussi faut-il démystifier les stéréotypes que la démographie véhicule à l'égard des femmes d'Amérique latine. À partir d'une fécondité plus élevée chez les pauvres que dans les classes favorisées, on écrit très souvent que les ménages paysans ou ouvriers désirent une nombreuse progéniture car les enfants leur fournissent une main-d'œuvre abondante qui fait vivre la famille.

En second lieu, on postule aussi arbitrairement que maris et femmes partagent la même perspective sur tous les aspects de la procréation, particulièrement concernant les moyens contraceptifs. Or ces deux postulats se sont avérés entièrement faux à partir de nombreuses recherches.

Ainsi, les recherches du Population Council, l'Enquête mondiale de fécondité ainsi que les études anthropologiques ont montré que maris et femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes ne souhaitaient pas avoir une nombreuse progéniture. D'après Mireille Neptune Anglade, l'enquête haïtienne sur la fécondité révèle que « la plupart des femmes exposées au risque de grossesses additionnelles, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, ne désiraient plus d'enfants ou étaient indécises »⁵⁸. L'enquête haïtienne, celles de l'Enquête mondiale de fécondité et de l'Organisation mondiale de la santé signalent toutes

que la forte fécondité des femmes pauvres est en priorité le résultat de l'analphabétisme, de l'ignorance des méthodes contraceptives et de l'absence d'équipements (centres de santé, eau courante, etc.). Les femmes les plus éloignées des centres urbains et de l'information contraceptive sont aussi les plus désireuses de l'acquérir. Ainsi, un agent de développement qui dispense des cours de formation communautaire aux paysannes des hauts plateaux péruviens déclare que ces femmes veulent avant tout des cours d'information sur la régulation des naissances :

Les femmes voient dans la possibilité de maîtriser leur fécondité un premier pas vers une vie meilleure, car elles seraient ainsi en meilleure santé. Elles auraient le temps et la possibilité de reprendre des forces après une grossesse et de s'occuper davantage d'enfants mieux nourris et vraiment désirés⁵⁹.

Au Pérou, les femmes paysannes dont les maris appartiennent aux coopératives étudiées par Blanca Fernandez ont déclaré qu'elles ne désiraient pas d'enfant supplémentaire, fixant leur idéal à une famille réduite à trois ou quatre enfants⁶⁰. De même au Guatemala, les femmes se plaignent d'avoir trop d'enfants⁶¹.

À l'échelle du continent latino-américain, l'Enquête mondiale de fécondité a révélé qu'une majorité de femmes ne voulaient plus d'enfants additionnels : 63% au Panama, 61% au Pérou et en Colombie, 57% au Mexique, 52% au Costa Rica, 45% en République dominicaine, etc.⁶². Mais le développement de la production agricole et industrielle en Amérique latine ne s'est pas accompagné du développement des services et des centres de santé qui permettraient de fournir aux femmes les informations et les moyens de réaliser leurs aspirations dans le domaine d'une moindre fécondité.

En second lieu, les recherches révèlent que maris et femmes n'ont pas d'unité de vue quand il s'agit des moyens à prendre pour réaliser leurs aspirations. La résistance des pouvoirs publics à donner satisfaction aux femmes des milieux populaires se double de celle des maris, ce dont on parle rarement puisque le ménage est censé réaliser une unité de vue entre les époux dans tous les domaines, y compris dans celui de la procréation. Or les recherches mettent en évidence que si les hommes partagent avec les femmes le désir d'un petit nombre d'enfants, ils n'en sont pas moins réticents quand leur épouse veut acquérir l'information contraceptive car cette émancipation à l'égard de la reproduction biologique est perçue comme menaçante pour leur pouvoir dans la famille.

Une anthropologue qui a enquêté parmi les paysannes des Andes constate que

souvent les hommes refusent la permission aux femmes d'utiliser une méthode contraceptive parce qu'ils sont jaloux. Les femmes disent que la seule façon pour les hommes de maintenir leur épouse dans leur dépendance, est de les maintenir enceintes⁶³.

Aussi, malgré la misère, l'analphabétisme, l'absence de moyens, les femmes sont-elles amenées, soit à enfreindre les lois, soit à désobéir aux maris. Ainsi, au Paraguay, où les politiques pronatalistes du gouvernement ont maintenu au minimum les services de planning familial, les femmes traversent la frontière pour acheter des pilules au Brésil⁶⁴. La stérilisation est souvent employée par les femmes, malgré l'opposition du mari :

Certaines femmes guatémaltèques traversent la frontière salvadorienne pour se faire stériliser, soit parce que c'est la solution la plus pratique, soit parce que le gouvernement du Guatemala exige d'une femme qu'elle obtienne au préalable la permission de son mari⁶⁵.

Nous avons posé au préalable la question : *par qui* le développement ? Si le développement doit inclure le droit à la santé et à la maîtrise de la procréation, droit qui, d'après l'O.M.S., est un droit humain fondamental, on voit donc qu'il n'y aura pas de développement authentique pour les femmes sans la participation pleine et entière de celles-ci aux programmes relatifs à la santé des populations.

Le ménage en tant que pseudo-unité de consommation

La science économique fait du ménage l'agent économique de la consommation ce qui implique *deux postulats* : d'abord que le revenu du ménage est commun aux membres du couple; ensuite que toute augmentation du revenu monétaire, quel que soit celui ou celle qui le perçoit, bénéficiera également aux membres de la famille. Or, ces deux postulats se sont avérés entièrement faux.

Comme l'écrivent Zubeida Ahmad et Martha Loufti du Bureau international du travail : « Le revenu du ménage est une mesure tout à fait inexacte du bien-être familial »⁶⁶. En effet, d'après ces auteures,

Les dépenses du ménage et l'affectation de ces dépenses ne sont pas indépendantes de qui gagne l'argent et contrôle le revenu; le budget familial n'est commun qu'en partie et la mesure dans laquelle il l'est diffère selon la personne qui procure le revenu familial. L'alimentation et la santé de la famille dépendent souvent directement de l'accès des femmes aux activités économiques car les femmes pauvres dépensent, en effet, l'essentiel de leur salaire à l'achat de produits de base qu'il s'agisse de l'alimentation ou de la santé⁶⁷.

De nombreuses recherches révèlent qu'il en est ainsi. Dans la Sierra d'Oaxaca, Katy Young a observé que les femmes protestent quand les maris dépensent leurs ressources en cigarettes et boissons alcoolisées, ce qui leur vaut des coups tandis qu'elles-mêmes consacrent leurs maigres ressources aux besoins de la famille et des enfants, allant même à placer leurs effets personnels (bijoux) chez un usurier quand manque l'argent liquide⁶⁸.

De son côté, Martha Loufti donne l'exemple des motivations différentes des maris et des femmes pour les dépenses de consommation courante concernant le charbon : « Les hommes ont très peu de motivation à dépenser leurs gains médiocres en charbon de bois ou en kérosène (ou en fours solaires) aussi longtemps qu'une alternative gratuite leur est offerte »⁶⁹, cette alternative étant le bois que femmes et enfants collectent aux dépens de leur temps et de leur peine physique. Comme l'écrit Loufti, « Ceci démontre de nouveau l'inadéquation des politiques gouvernementales qui traitent le ménage comme unité et ignorent l'impact différent de ces politiques sur les membres individuels du ménage »⁷⁰. Aussi, la conclusion des chercheuses du Bureau international du travail est que « la satisfaction des besoins fondamentaux et la réduction des inégalités de revenus ne le seront qu'avec la pleine participation des femmes »⁷¹ et que les femmes ont besoin d'un travail bien payé car l'expérience a montré qu'« une meilleure rémunération du travail féminin élève le niveau du revenu familial et améliore le bien-être de la femme »⁷², ce qui est loin d'être une évidence quand on considère les pratiques de consommation des maris.

En Amérique latine comme en Afrique ou en Asie⁷³, on constate trop souvent que les maris consacrent l'augmentation de leurs revenus, non pas à la satisfaction des besoins fondamentaux de la famille, mais à la consommation ostentatoire (cigarettes, boissons alcoolisées) et, d'une façon générale, à des produits à haute valeur ajoutée fabriqués en Occident ou sous licence d'une entreprise occidentale.

Conclusion

La question du contenu du développement apparaît indissociable des deux autres questions : développement pour qui ? Pour les multinationales et les classes dominantes ou pour les classes défavorisées ? Développement par qui ?

Poser ces questions à partir des analyses précédentes revient à y répondre. On ne pourra changer la logique du développement unidimensionnel patronné par les banques, les multinationales et les gouvernements qu'en s'appuyant sur ceux qui ont été victimes de ce développement et non pas sur les experts mis en place pour le conforter.

Mais, il ne faudrait pas croire pour autant qu'intégrer les paysans, les ouvriers, les chômeurs dans les projets de développement suffira à réduire les injustices et les discriminations criantes qui pèsent sur les femmes. Sans l'organisation et la participation à part entière des femmes les plus pauvres à tous les niveaux de pouvoirs et dans toutes les étapes des projets et programmes de développement, depuis la sélection du projet jusqu'à son exécution, on ne peut qu'échouer dans la tentative d'améliorer la situation des classes défavorisées et encore plus celle des femmes.

Sans cette participation pleine et entière des femmes, les hommes sous-privilégiés pourront trouver une compensation à leur situation en exploitant plus pauvres et plus démunis qu'eux-mêmes, ce qui aboutit à perpétuer le système. « Existe-t-il quelqu'un de plus sous-alimenté et de plus désespéré qu'un pauvre au bas de l'échelle sociale d'un pays sous-développé ? Oui, sa femme, et le plus souvent, ses enfants », écrit Susan George⁷⁴.

L'émancipation des femmes, leur égalité de traitement avec les hommes dans la vie économique et sociale sont donc une condition nécessaire pour la libération des classes exploitées et pour l'accès des femmes au bien-être et à la dignité.

Les chercheuses et les chercheurs en sciences humaines et sociales, les économistes ont un rôle à jouer si elles et ils veulent travailler à une société plus équitable : d'abord démystifier le discours de classe et le discours sexiste qui prennent souvent la forme du discours scientifique quand celui-ci opère à partir des postulats de la science économique qui tiennent lieu d'évidences au lieu de faire l'objet d'une interrogation et d'une problématique.

Il nous faut dévoiler la fonction de mal-développement d'un discours imposé par les classes dominantes à leur profit et au profit des hommes :

- en limitant le concept de développement à la croissance économique, ce discours ignore les retombées sociales en particulier pour les femmes;
- en limitant le concept de travail au travail marchand, il évite de considérer la production non marchande et la charge de travail excessive des

femmes rurales, des femmes des bidonvilles et des quartiers pauvres des grandes agglomérations d'Amérique latine et des Caraïbes;

- *en limitant le concept de revenu au revenu marchand*, il évite de prendre en compte dans l'apport au développement et au revenu des ménages latino-américains et des Caraïbes, tout un ensemble de services domestiques et de biens (artisanaux ou vivriers) produits par les femmes, directement consommés par le ménage et contribuant à son bien-être;
- *en limitant le concept de ménage à la famille nucléaire de type bourgeois*, il ignore les autres formes de ménages, comme ceux des femmes chefs de famille qui constituent maintenant le tiers environ de la totalité des ménages d'Amérique latine et des Caraïbes et où les femmes assument seules les fonctions de gagne-pain et les fonctions domestiques et d'éducation des enfants. On ignore aussi que maris et femmes n'ont pas les mêmes priorités concernant la procréation ou la consommation.

C'est en donnant aux catégories de sexe et à l'examen des inégalités et hiérarchies entre les sexes la même validité et le même éclairage dans l'analyse scientifique qu'aux catégories de classe que cette analyse pourra se renouveler, s'enrichir et sortir des impasses dans lesquelles elle s'enferme trop souvent; faute de cette prise en compte, la réflexion sur un développement alternatif se réduira à quelques poncifs qui éliminent de leurs perspectives la moitié de la population.

Comment peut-on alors oser parler de « développement » quand on en élimine « la moitié du ciel » ? Il faut réhabiliter la « *mulier economica* » car sans elle il n'y aura pas de développement alternatif.

Andrée Michel
Groupe d'étude des rôles des
sexes, de la famille et du
développement humain
CNRS, Paris

Notes

1. Il est évident qu'il existe d'autres clivages comme ceux de la région ou de l'ethnie mais nous ne les traiterons pas ici, faute de temps et non pas avec l'intention de les gommer.
2. FOOD AND AGRICULTURAL ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS : *Estrategias de sobrevivencia en economias campesinas, el rol de la mujer*, Santiago, Chile, 1983 : 53 pages.
3. Lil DESPRADEL : « Internal migration of rural women in the Caribbean and its effects on their status », in UNESCO : *Women on the move*, Paris, 1984.
4. Voir A. MICHEL : « Multinationales et inégalités de classe et de sexe, *Current Sociology*, 1983, n° 1, 200 pages.
5. ONU : « La femme et l'ordre du développement actuel », *Femmes 1980*, avril 1981.
6. G. ZEIDENSTEIN : *Including Women in Development*, New York, Population Council.
7. Lourdes ARIZPE : *La Participacion de la mujer en el empleo y el desarrollo rural en America Latina y el Caribe*, BIT, Séminaire tripartite régional pour l'Amérique latine sur le développement rural et les femmes, Petzcuaro, Michoacan, Mexico, 24-28 août 1981.

8. Lucy COHEN : « The female in resettlements », *Society*, vol. 14, n° 6, 1977.
9. Lourdes ARIZPE : *op. cit.*
10. Lourdes ARIZPE : *op. cit.*
11. Ester BOSERUP : *Woman's role in economic development*, New York, Saint-Martin Press, 1970; traduction française *La femme face au développement*, PUF, 1983.
12. Kate YOUNG : « Modes of appropriation and the sexual division of labour, a case study from Oaxaca », in A. KUHN et A. M. Wolpe éds, *Feminism and Materialism*, Londres : Routledge and Kegan Paul, 1978.
13. Guy CAIRE : « Multinationales et relations professionnelles », *Tiers-Monde*, 1978, XIX, n° 74.
14. Voir A. MICHEL : *op. cit.*
15. Cité par Michel SHIRAY, « Tiers-Monde et Monde industrialisé », *Notes et Études des Documentaires*, 29 mars 1978, n° 4460-4461.
16. Christian SAUTTER et Laurent MAUTORT, « La concurrence industrielle à l'échelle mondiale », *Économie-Prospective Internationale*, 2^e trimestre 1979, Paris : la Documentation Française.
17. *Ibidem.*
18. Ruth LEGER SIVARD : *Women, A World Survey*, Carnegie Corporation, 1985.
19. Manuel BARBERA : *Participacion femenina en la actividad economica en America Latina (Analisis estadistico)*, OIT-PREALC, Santiago de Chile, novembre 1978.
20. Henreichts FROBEL et Van der WELD : *The New International Division of Labor*, Paris, Cambridge, La maison des Sciences de l'homme, 1980.
21. Noeleen HEYZER : « Towards a framework of analysis », *IDS Bulletin*, juillet 1981, vol 12, n° 3 (numéro spécial consacré à *Women in the informal sector*).
22. Caroline MOSER : « Surviving in the Suburbios », *IDS Bulletin*, juillet 1981, vol. 12, n° 3.
23. FOOD AND AGRICULTURAL ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS : *op. cit.*
24. Statistiques tirées de Audrey BROWNSTEIN : *The triple struggle*, Boston : South End Press, 1982.
25. *Ibid.*
26. WORLD HEALTH ORGANIZATION—UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND : *Health implications of sex discrimination in childhood*, Genève, 1986.
27. *Ibid.*
28. NATIONS UNIES : *Examen et évaluation des progrès accomplis et des obstacles rencontrés dans les efforts pour atteindre les objectifs de la décennie des Nations Unies pour la femme*, Nairobi, 1985.
29. Gaslonde SAINZ : « Abortion Research in Latin America », *Studies in Family Planning*, 7 août 1976.
30. F. SANCHEZ-TORRES : « Illegal abortion in Latin America », in *Draper Fund Report*, n° 9, oct. 1980 (Improving the Status of Women).
31. Ruth LEGER SIVARD : *op. cit.*
32. UNITED NATIONS : *Review and evaluation of progress achieved in the implementation of the World plan of action, Education*, New York, 14-30 juillet 1980 (item 8/80-06440).
33. Isabelle DEBLÉ : *La scolarité des filles*, Paris : UNESCO, 1980.
34. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT : *Participation des femmes rurales au développement, étude d'évaluation n° 3*, New York, juin 1980, page 66.
35. A. MICHEL : *op. cit.*
36. Statistiques données par Ruth LEGER SIVARD : *op. cit.*
37. M. LEON DE LEAL : « Measuring women's work : methodological and conceptual issues in Latin America », *IDS Bulletin*, janv. 1984, vol. 15, n° 1.
38. Ruth DIXON : « Counting women in the agricultural force », *Population and Development Review*, sept. 1982, vol. 8, n° 3.
39. Ruth DIXON : *op. cit.*
40. Carmen DEERE et M. LEON DE LEAL : *Women in Andean Agriculture. Peasant production and rural wage employment in Colombia and Peru*, Genève, BIT, 1982, 172 pages.
41. ONU : *op. cit.*

42. Christine DELPHY : « L'ennemi principal », *Partisans*, juil.-oct. 1970, n° 54-55.
43. A. GUNDER FRANK : « Sur l'accumulation qu'on appelle primitive », *L'Homme et la Société*, 1976, n° 39-40.
44. Samir AMIN : « La structure de classe du système impérialiste contemporain », *L'Homme et la Société*, juil.-déc. 1977, n° 45-46.
45. Samir AMIN : *op. cit.*
46. Communication orale de Cheywa SPINDEL, auteur d'une recherche sur ces plantations.
47. Anne-Marie de SILVA DIAS : « Familia e trabalho na cafeicultura », *Cadernos de Pesquisa*, Brésil, mai 1981, n° 37.
48. Claudie BEAVUE-FOUGEYROLLAS : *Les femmes antillaises*, Paris, L'Harmattan, 1979.
49. Mariza de ATHAYDE FIGUEIREDO : *Le rôle socio-économique des femmes chefs de famille à Arembepe*, Paris, Université de Paris VII (thèse de 3^e cycle), 1981, 310 pages.
50. Elisabeth JELIN : « The Bahiana in the labor force in Salvador, Brazil », dans J. NASH et M. I. SAFA : *Sex and Class in Latin America*, New York, Praeger, 1976.
51. Mireille NEPTUNE ANGLADE : *Haiti, le travail des femmes ou l'enrichissement des hommes*, Thèse de 3^e cycle, Paris : Paris-Sorbonne, Institut des Hautes Études d'Amérique latine, 1986, publiée sous le titre *L'autre moitié du développement*, Port-au-Prince-Montréal : Éditions des Alizés et Erce, 1986.
52. Pierre Louis SIBOT : « Pour une voie paysanne de repeuplement », *La lettre de la Solagral*, janvier 1986, n° 44.
53. Pierre Louis SIBOT : « Portées disparues », *La lettre de la Solagral*, *ibid.*
54. Joycelin MASSIAH : *Les femmes chefs de ménage dans les Caraïbes : structures familiales et condition de la femme*, Paris, UNESCO, 1983.
55. Joycelin MASSIAH : *ibid.*, page 18.
56. Joycelin MASSIAH : *ibid.*
57. Mariza de ATHAYDE FIGUEIREDO : *ibid.*
58. Mireille NEPTUNE ANGLADE : *op. cit.*
59. Daphne WILSON-ERCOLI : « La santé d'abord », *CERES*, mai-juin 1980, n° 75, vol. 13, n° 3.
60. Blanca FERNANDEZ : *Los efectos de la reforma agraria peruana en la condicion de la mujer* (el caso de dos CAPs del Valle del Chira en Piura, Peru), OIT, Michoacan, Mexico, 24-28 août 1981.
61. Audrey BROWNSTEIN : *op. cit.*, pages 220 et 260.
62. POPULATION REPORTS : *L'enquête mondiale sur la fécondité*, avril 1980, série M.
63. Audrey BROWNSTEIN : *op. cit.*, page 261.
64. POPULATION REPORTS : *Enquête sur la prévalence de la contraception : sources nouvelles de données sur le planning familial*, février 1982, série M.
65. POPULATION REPORTS : *op. cit.*
66. Zubeida AHMAD et Martha LOUFTI : « Du travail bien payé et non pas davantage de besogne », *CERES*, juil.-août 83, vol. 16, n° 4 (n° 94).
67. *Ibid.*
68. Kate YOUNG : *op. cit.*
69. Martha LOUFTI, *Rural Women. Unequal partners in development*, Bureau International du Travail, Genève, 1980.
70. LOUFTI : *op. cit.*
71. Zubeida AHMAD et Martha LOUFTI : *op. cit.*
72. *Ibid.*
73. « Alcools sans frontières », *La lettre de la Solagral*, n° 32, déc. 1984.
74. Susan GEORGE : *Comment meurt l'autre moitié du monde*, Paris : Robert Laffont, 1976.